

ENQUÊTE SUR LE BUDGET OUVERT 2010

Conclusions principales

74 des 94 pays enquêtés ne respectent pas les normes minimales de transparence et de responsabilité concernant leur budget national.

- Sur les 94 pays que nous avons évalués, 40 ne publient aucune information significative sur leur budget.
- Parmi les pays qui enregistrent les résultats les plus faibles, on compte la Chine, l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, le Sénégal et l'Irak nouvellement démocratique, qui fournissent peu ou pas d'informations à leurs citoyens concernant la façon dont leur gouvernement dépense les deniers publics.
- Seuls 7 des 94 pays inclus dans l'Enquête fournissent des informations approfondies sur leur budget. Il s'agit de : l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la France, la Norvège, la Suède et les États-Unis.

Le résultat moyen des 40 pays qui ont été évalués lors des trois Enquêtes sur le budget ouvert consécutives enregistre une hausse de presque 20 pour cent ce qui est un signe positif.

- L'Indice sur le budget ouvert (l'IBO) utilise des critères objectifs et reconnus dans le monde entier pour évaluer le degré de transparence d'un pays sur une échelle de 0 à 100.
- Nous avons constaté une hausse de 9 points du résultat moyen sur l'IBO (qui est passé de 47 en 2006 à 56 en 2010) parmi les 40 pays inclus dans l'Enquête en 2006, 2008 et 2010.
- Parmi les améliorations les plus spectaculaires figurent celles enregistrées par des pays qui avaient obtenu antérieurement de faibles résultats, comme la Mongolie et l'Ouganda, qui n'appliquent toujours pas les meilleures pratiques mais ont réalisé des progrès au fil du temps.

Les gouvernements peuvent améliorer rapidement et facilement la transparence et la responsabilité en publiant sur Internet toutes les informations budgétaires qu'ils produisent déjà et en invitant le public à participer au processus budgétaire. À long terme, il faudra disposer d'un ensemble de normes internationales exigeant la transparence.

- Pour que des améliorations aient lieu en matière de transparence, de mobilisation du public

et de surveillance à court terme, le Partenariat Budgétaire International (IBP) recommande ce qui suit :

1. Les pays doivent rendre publics tous les documents budgétaires qu'ils produisent, ce qui n'exigerait pratiquement aucun effort ni dépense supplémentaire de leur part mais permettrait d'améliorer considérablement l'ouverture des budgets dans des régions entières du globe ;
 2. Le pouvoir législatif doit organiser des audiences publiques concernant le budget ; et
 3. Les contrôleurs des comptes doivent établir des mécanismes permettant d'obtenir des contributions de la part du public au sujet de problèmes relatifs à des programmes spécifiques et dans les domaines qui devraient faire l'objet d'un audit.
- À plus long terme, l'IBP recommande que l'on s'efforce d'établir une norme mondiale de transparence budgétaire et de participation reprenant les lignes directrices et principes largement acceptés. Une norme de ce type permettrait aux organisations de la société civile, aux médias et aux corps législatifs de disposer d'un instrument puissant pour induire des améliorations au sein des pays.
 - Parmi les autres recommandations, on compte :
 1. Au grand minimum, les pays qui fournissent très peu ou pas d'informations sur leur budget doivent publier le Projet de budget de l'exécutif, le Budget adopté et les Rapports d'audit ; les pouvoir législatif de ces pays doivent commencer à organiser des audiences publiques sur le budget avant son adoption.
 2. Les pays doivent renforcer le pouvoir, l'indépendance et les capacités des institutions de contrôle budgétaire ; la voix du public doit également pouvoir se faire entendre pour servir de mécanisme de contrôle complémentaire.
 3. Les bailleurs de fonds doivent fortement encourager la transparence budgétaire dans les pays qu'ils soutiennent en offrant des incitations à ceux qui font preuve de meilleures pratiques en matière de transparence budgétaire et en fournissant une assistance technique aux pays qui cherchent à renforcer leur transparence et responsabilité budgétaires.

L'Enquête sur le budget ouvert est la seule mesure indépendante, comparative et régulière de la transparence et responsabilité budgétaire dans le monde ; elle est publiée par des experts budgétaires indépendants qui n'ont de compte à rendre à aucun gouvernement national.

- L'Enquête évalue si les gouvernements produisent et diffusent auprès du public les huit documents budgétaires clés requis conformément aux bonnes pratiques internationales et elle étudie dans quelle mesure il existe un contrôle budgétaire efficace et si le public participe aux décisions budgétaires nationales.

- 59 pays ont été évalués en 2006, puis 85 en 2008 et 94 en 2010, conformément à des critères reconnus internationalement, ce qui a permis d'élaborer un classement objectif du niveau de transparence : l'Indice sur le budget ouvert.
- Dans l'Enquête 2010, ces experts ont répondu aux 123 questions composant le questionnaire en se fondant sur la situation objective de la transparence budgétaire au sein de leur pays. Chaque questionnaire a ensuite été : 1) passé en revue de façon indépendante par deux experts anonymes qui n'étaient pas associés au gouvernement, et 2) examiné par des membres du personnel de l'IBP qui ont vérifié les citations et commentaires fournis pour justifier les réponses des chercheurs. En outre, l'IBP a invité le gouvernement national de chacun des 88 pays couverts par l'Enquête 2010 à apporter ses commentaires sur le questionnaire rempli pour leur pays. Enfin, les membres du personnel de l'IBP ont évalué les commentaires des experts réviseurs et des gouvernements et ont déterminé le résultat définitif en consultation avec les chercheurs.

Une plus grande transparence favorise un contrôle plus efficace, un meilleur accès au crédit, des choix politiques plus judicieux et elle renforce la légitimité.

- S'ils ne peuvent accéder aux informations, les législateurs, les contrôleurs des comptes, les organisations de la société civile, les médias et le grand public ne sont pas en mesure de participer efficacement à la prise de décisions, ni de demander au gouvernement de rendre des comptes concernant son utilisation des ressources publiques.
- La transparence et la participation du public permettent de renforcer la crédibilité des choix politiques et l'efficacité des interventions politiques.
- Le manque de transparence peut conduire au choix de programmes impopulaires et inappropriés et à des dépenses inutiles ou liées à la corruption.
- La transparence budgétaire peut bénéficier financièrement aux pays car ceux qui disposent de budgets plus transparents tendent à avoir un meilleur accès aux marchés financiers internationaux et des coûts d'emprunt moins élevés.

Les chiffres révèlent une étroite corrélation entre les pays qui manquent de transparence et de responsabilité et ceux qui reposent fortement sur les recettes provenant du pétrole et du gaz, qui reçoivent une aide étrangère importante et qui ont des régimes autoritaires.

- Les 24 pays couverts par l'Enquête qui sont dépendants des recettes provenant du pétrole et du gaz enregistrent un résultat moyen de l'IBO de seulement 26 sur 100.
- Les 32 pays dépendants de l'aide évalués par l'Enquête obtiennent un résultat moyen de l'IBO 2010 de 30 sur 100, soit 14 points de moins que les pays qui ne dépendent pas de l'aide étrangère.

- Les 21 pays classés comme régimes « autoritaires » sur l'Indice de la démocratie enregistrent un résultat moyen de l'IBO 2010 de 17 sur 100, tandis que les 14 classés comme « véritables démocraties » obtiennent un résultat moyen de 72.
- Il existe également des corrélations géographiques : les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest tendent à être plus transparents, tandis que le Moyen-Orient et l'Afrique le sont moins, les autres régions du monde se situant entre ces deux extrêmes.

Bien que ces corrélations existent, un certain nombre d'exceptions remarquables et de résultats surprenants démontrent que n'importe quel pays est capable de faire preuve de transparence et de responsabilité si son gouvernement décide d'en faire une priorité.

- Les pays suivants font partie des exceptions remarquables à ces corrélations : l'Afrique du Sud, qui obtient les meilleurs résultats parmi tous les pays ; l'Inde, le Sri Lanka et l'Ukraine, des pays à revenu relativement faible, qui enregistrent des résultats relativement bons ; la Colombie, le Mexique et l'Indonésie, qui enregistrent des résultats de l'IBO 2010 deux fois plus élevés que les autres pays dont les recettes dépendent du pétrole et du gaz.
- Bien que ni l'un ni l'autre de ces deux pays n'enregistre des résultats satisfaisants, l'Afghanistan nouvellement démocratique obtient 21 points de plus que l'Irak nouvellement démocratique.
- Et tandis que la Chine est en passe de devenir un pourvoyeur majeur d'aide étrangère, c'est pourtant l'un des pays les moins transparents au monde, avec un résultat de 13 sur 100 seulement.
- L'Arabie saoudite et la Malaisie sont deux pays à revenu relativement élevé, mais le premier n'obtient qu'un score de 1 tandis que le second enregistre un score de 39.
- La République kirghize, le Liberia et le Yémen ont amélioré leurs résultats de façon significative en publiant sur leur site Internet les rapports budgétaires qu'ils produisaient dans le passé mais qu'ils ne mettaient à la disposition que d'un public gouvernemental interne et des bailleurs de fonds.